



Déclaration liminaire CSA local et CSA FS SPIP 13 du 16.12.2025

Madame la Présidente,

Face aux attaques incessantes contre les missions d'insertion qui sont celles des SPIP, la CGT Insertion et Probation n'a eu de cesse au niveau national et local de se mobiliser pour faire entendre leurs voix et défendre leurs missions, avec force, pugnacité et détermination.

Le ministre reste sourd à toutes ces interpellations et poursuit sa marche en avant politique et médiatique, avec des éléments de langage tout droit tirés des discours d'extrême droite. **La transmission du projet de loi SURE (Pour une sanction Utile, Rapide et Effective) par le GDS aux organisations syndicales et différentes conférences de magistrats laisse craindre le pire : Il prévoit notamment la suppression du 723-15 et des aménagements de peine ab initio ou encore la révocation des sursis simples pour toute nouvelle condamnation. Il restreint encore les compétences du JAP pour le cantonner uniquement au suivi de la mesure. Tout ceci va avoir des conséquences directes sur une surpopulation pénale qui devient infernale et un public détenu toujours plus déshumanisé.**

Les consignes déclinées par la DISP PACA sur la question des détenus étrangers, des PS et des activités ont trouvé des échos inquiétants dans les services du département des Bouches du Rhône placés sous votre autorité. Au nom de la loyauté, vous attendez de vos agents qu'ils répondent à des ordres illégaux. C'est inacceptable ! Et craignant l'adage selon lequel « Le pire reste à venir », nous resterons combatifs et accompagnerons, comme nous le faisons quotidiennement, les services pour les prochains combats.

Vos agents ont des valeurs professionnelles fortes et une vision très humaniste du métier. Si vous alliez davantage à leur rencontre, vous sauriez que tous vos services sont à bout de souffle et leurs agents écœurés de leurs conditions et charges de travail, qu'ils soient CPIP, DPIP, PA, SA, ASE, Psychologue ou coordo culturel ; qu'ils dénoncent avec force le tournant ultra-sécuritaire qui s'infiltre par coups de pied médiatiques, le mépris décomplexé des missions d'insertion et qu'ils n'attendent plus rien aujourd'hui de leur direction qui manque de courage et préfère soutenir ses agents en off, sans s'exposer publiquement. Le sort réservé au CE du CP de Rennes a eu l'effet escompté, hélas.., puisque c'est dans les combats qu'on apprécie la force d'un chef..

Restant fidèle à ses valeurs, ses convictions et ses engagements, la CGT IP continuera d'allier les actes à la parole, tous ne peuvent pas en dire autant : Nous disons ce que nous faisons et nous faisons ce que nous disons. Sans compromission, avec courage et dans le seul intérêt des agents !

Madame la Présidente, nous considérons aujourd'hui que les conditions du dialogue social ne sont plus réunies. **Les élus CGT IP au CSA local et CSA FS refuseront de siéger tant que le climat n'aura pas changé. Ils déclinent également votre invitation à un temps d'échange informel le 17/12/2025.**

**Vous vous dites engagée pour vos services, leurs missions et leurs personnels...
dans ce cas là, prouvez le !**

Marseille, le 15/12/2025.